

Individualisme, populisme, technocratie: trois façons de vivre la démocratie

Arthur Goldhammer

Conférence préparée pour un colloque de la Revue Tocqueville sur le thème de l'individualisme, Nice, le 11-12 mai 2010. Texte préliminaire, à ne pas distribuer sans permission. Commentaires à art.goldhammer@gmail.com.

Notre thème aujourd'hui est l'individualisme. C'est un phénomène qui a beaucoup intéressé Tocqueville, qui croyait qu'il pourrait mettre la démocratie en péril. Mais cet individualisme-là, qu'il a défini en termes de retraite volontaire de la sphère publique et repli sur la sphère privée, n'a pas à mes yeux toute l'importance qu'il prévoyait dans nos sociétés contemporaines. Si on veut comprendre la raison de cette incompréhension, il faudra replacer ce concept dans un contexte plus large, à côté de deux autres concepts qui ne figuraient pas dans le vocabulaire de Tocqueville : le populisme et la technocratie.

Mais commençons par l'individualisme. Tocqueville n'a pas inventé ce mot. En effet, on le trouve déjà sous la plume de certains contre-révolutionnaires, tel Joseph de Maistre, qui s'en servait pour nommer l'une des nombreuses catastrophes provoquées, selon lui, par la Révolution. Pour Maistre, l'exaltation révolutionnaire des droits de l'homme a tout simplement brisé le lien social et livré chaque individu à l'empire de ses pulsions propres. À ses yeux, donc, l'individualisme était bel et bien une passion destructrice engendrée par le siècle des Lumières et déchaînée par la Révolution qui en sortit.

L'Individualisme selon Tocqueville

Tocqueville, lui, était plus ambivalent. Comme les contre-révolutionnaires il s'inquiétait des conséquences pour le lien social d'une société dépourvue de l'armature solide d'une hiérarchie corporatiste. Mais il pensait aussi, après Benjamin Constant, que la liberté des modernes était d'une nature différente de celle des anciens. Ainsi, à ses yeux, l'égalisation des conditions libèrerait une quantité inouïe d'énergie, en inspirant

de nouvelles vocations dans l'esprit de chaque individu. Il voyait dans cette libération une véritable force sociale, voire une force conquérante qu'il serait dangereux d'ignorer, car toute nation qui ne saurait maîtriser cette nouvelle liberté individualiste risquerait d'être dépassée par ses concurrents.

Mais il se peut aussi, poursuivait Tocqueville, qu'il y ait un prix à payer pour cette liberté moderne, en dépit des bénéfices qu'elle pourrait apporter. L'absence d'obstacles à l'ambition nourrit, pensait-il, une sorte d'inquiétude – mot auquel Tocqueville attribua le sens un peu désuet de « ce qui trouble le repos ». Or, cette inquiétude se traduit par une sorte de pulsion à se surpasser qui fait voler en éclats la stabilité relative de la société d'Ancien Régime, en soumettant chaque citoyen à une concurrence perpétuelle avec ses voisins.

Pour un libéral pur sucre, cette inquiétude perpétuelle de la société moderne ne pose pas problème. Il n'y voit qu'une incitation nécessaire à – si j'ose dire -- travailler plus pour gagner plus. Mais Tocqueville, lui, ne fut pas un libéral de ce type. Il mettait du vin républicain dans son eau libérale, si je puis m'exprimer ainsi. Pour lui, la Révolution avait une double finalité, son but étant à la fois de poser la question de la liberté en termes individualistes et donc modernes, et en même temps d'instaurer une république, c'est-à-dire, la souveraineté du peuple au lieu de la souveraineté d'un seul. Or, Tocqueville entrevoyait une contradiction potentielle entre ces deux principes, de liberté individuelle et de souveraineté collective. Plus la concurrence entre individus libres devient âpre, plus chacun d'entre eux aura tendance à se consacrer à la lutte avec ses semblables et donc moins à la chose publique. Mais en même temps, chacun cherchera refuge dans le cercle de ses proches, afin de se mettre à l'abri des tensions nées de cette compétition incessante. Avec une double conséquence au niveau de la société toute entière : d'une part, le bien commun sera progressivement abandonné à un nombre relativement restreint de professionnels de la chose publique, ce qu'on appelle en France la classe politique, et d'autre part le citoyen ordinaire perdra progressivement l'habitude de penser à ses semblables et se dévouera de plus en plus exclusivement au

bien-être de ses seuls parents et amis, même aux dépens du bonheur général. « Il n'est pas besoin d'arracher à de tels citoyens les droits qu'ils possèdent, dit encore Tocqueville ; ils les laissent volontiers échapper eux-mêmes » [DA II.2.14, 653].

Pour compléter cette analyse, il faudrait ajouter que Tocqueville distinguait nettement entre l'égoïsme et l'individualisme. « L'égoïsme, écrit-il, naît d'un instinct aveugle ; l'individualisme procède d'un jugement erroné plutôt que d'un sentiment dépravé » [DA II.2.2, 612]. Et pourtant, il n'explique pas pourquoi l'homme démocratique serait particulièrement enclin à se tromper de cette manière. Deux raisons possibles viennent à l'esprit. D'abord, parce que l'intensité de la concurrence dans la société civile exige l'engagement total. L'individu reste libre de s'investir dans la chose publique, mais il préfère se consacrer à ses affaires privées par crainte de se voir dépassé par ses pairs. Ensuite, parce qu'il se sent loin des lieux où les décisions sont prises et qu'il croit que son opinion n'aura que très peu de poids dans les délibérations de ses gouvernants. Il laisse faire alors, et du coup il se sent encore plus isolé, ignoré, voire méprisé. À la rigueur, il se désintéresse complètement de la chose publique, cesse même d'aller aux urnes, et se console de ce désinvestissement de la vie civique par un surinvestissement dans la vie privée.

L'Individualisme après Tocqueville

C'est ainsi un tableau affligeant que nous peint Tocqueville d'une des évolutions possibles de la vie démocratique. Mais on peut se demander si c'est vraiment un portrait ressemblant de nos sociétés ou plutôt un portrait-charge qui exagère quelques traits réels mais secondaires, alors qu'il en méconnaît ou ignore bien d'autres, plus marquants. Or, ce qu'on peut dire, me semble-t-il, c'est que la vraisemblance de ce portrait varie avec le temps. L'idée d'un abandon de la sphère publique et d'un repli sur la vie privée a pu paraître particulièrement convaincante, par exemple, aux États-Unis tout au long des années 50. Ce fut au début de cette période que David Riesman a

publié un livre célèbre, *La foule solitaire*, dans lequel il a mis l'accent sur un certain nombre de thèmes tocquevilliens, y compris celui de l'individualisme.

Rétrospectivement, pourtant, il y a lieu de croire que le succès qu'a connu cette thèse aux années 50 aux États-Unis fut une conséquence moins des tendances générales de la démocratie que des circonstances particulières de la fin de la 2^e Guerre mondiale et de la période de prospérité sans précédent qui s'ensuivait. La guerre ayant entraîné de longues années d'engagement public après une autre période d'activité politique intense provoquée par la crise des années 30, on a vu une sorte de réaction contre le public et en faveur du privé : le repos du guerrier, en quelque sorte. Les conflits de classe se sont apaisés à cause d'une amélioration très nette du niveau de vie de l'ouvrier. L'université ouvrit ses portes à un monde beaucoup plus large qu'avant la guerre. Par conséquent, on a pu croire que l'investissement dans la sphère privée serait particulièrement payant, alors qu'en même temps la distance entre les deux grands partis politiques semblait se rétrécir compte tenu d'une certaine convergence autour de la politique militaire imposée par la Guerre froide. Ce recentrage de la vie politique a entraîné un certain refroidissement des passions nées de la période de la New Deal.

Or, quelques années plus tard, cette idée d'un détournement nocif des passions de la vie publique vers la société civile ou la vie privée perdra très vite son emprise sur les esprits. À partir des années 60, on verra la fin du consensus autour de la Guerre froide et l'irruption de contestations publiques de toutes sortes, allant des mobilisations en faveur des droits civiques des minorités aux manifestations contre la guerre au Vietnam, en passant par le mouvement de libération des femmes. On peut donc dire que le repli sur le privé qui caractérisait les années 50 aux États-Unis ne fut pas le signe d'un quelconque dépérissement de l'esprit civique, tel que Tocqueville l'avait prévu et déploré. C'était plutôt un exemple de ce que l'économiste Albert Hirschman a appelé « *shifting involvements* », c'est-à-dire des engagements à géométrie variable.

J'insiste donc sur ce premier point essentiel : l'individualisme n'est pas une conséquence fatale de la démocratie. Ce n'est qu'une des évolutions possibles de

l'engagement citoyen. Pour compléter l'analyse de Tocqueville, il faudrait donc analyser les conditions qui d'une époque à l'autre favorisent ou défavorisent la retraite de la sphère publique.

La problématique de la participation

Mais ce n'est pas tout. Tocqueville, me semble-t-il, n'a pas dit le dernier mot sur cette question de l'engagement citoyen. En évoquant l'individualisme, il s'inquiétait surtout, on vient de le voir, de la retraite de la sphère publique et de l'absence de participation citoyenne. C'est parce qu'il faisait de la participation l'instrument principal de l'éducation civique. Et son idée de participation allait bien au-delà du simple acte de voter. De l'assemblée communale de la Nouvelle-Angleterre à la lecture des journaux, en passant par la scolarisation généralisée et l'institution du jury populaire, il croyait que la survie de la démocratie dépendrait surtout des lumières des citoyens. Mais il se méfiait des philosophes dont la connaissance de la chose publique était purement théorique. Pour lui, l'art de la politique exigeait un engagement direct, pratique, terre à terre. C'est que l'analyse théorique tendait à isoler chaque question de son contexte, alors que l'homme politique était comme un stratège face à une série d'objectifs, l'essentiel de son art étant de savoir établir des priorités de façon à maximiser ses chances de les atteindre tous, l'un après l'autre.

Mais Tocqueville ne s'est pas rendu compte de toute la complexité du problème. Son concept de la participation comme la garantie principale contre le danger de l'individualisme relève d'une certaine manière de comprendre la division du travail en politique. Pour lui, le citoyen de base ne dispose que des moyens nécessaires pour juger des affaires locales. Par contre, ce même citoyen n'a ni le loisir ni la compétence pour développer une idée adéquate de ce qui se passe au niveau national ou à l'étranger. « C'est donc en chargeant les citoyens de l'administration des petites affaires, a-t-il pu écrire, bien plus qu'en leur livrant le gouvernement des grandes, qu'on les intéresse au bien public [...] » [DA II.2.4, 618]. Aux yeux de Tocqueville, il est donc tout simplement

logique que le citoyen de base fasse confiance à ceux qui, pour quelque raison que ce soit, possède ces compétences supérieures qui manquent au simple citoyen. L'auteur de *La démocratie* ne voit pas, cependant, le danger d'usurpation d'autorité inhérente à une telle déférence, qui lui paraît si « naturelle ». Mais ce danger, le citoyen de base, très jaloux de ses prérogatives, le percevra tout de suite et refusera donc de s'y soumettre.

On arrive dès lors au cœur du problème que je voudrais traiter aujourd'hui. Nous pouvons résumer l'argument jusqu'ici de la manière suivante : d'abord, Tocqueville avait raison quand il disait que l'individualisme, l'abandon de la chose publique, constituait un grave danger pour la démocratie. Il n'avait pas tout à fait tort ensuite quand il insistait que le remède à ce mal serait la participation, dont la valeur tient non seulement aux actes accomplis mais surtout aux lumières qu'elle apporte au citoyen engagé. Mais surtout il ne voyait pas que la solution qu'il proposait au problème de la participation – à savoir, la division du travail et la déférence des moins bien renseignés à ceux qui sont censés savoir – ne pourrait pas résister à l'avènement du suffrage universel ou à l'effacement progressif de tout vestige d'une hiérarchie soi-disant naturelle. En fait, il est évident que cette division du travail, dans laquelle Tocqueville a cru voir l'un des points forts de la démocratie américaine, est devenue par la suite un foyer de discorde sociale.

Or, 170 ans après Tocqueville, nous sommes en mesure de compléter son analyse partielle. Pour lui, le danger était simple : le repli du citoyen, où qu'il se produise, laisse la sphère publique entre les mains d'une classe politique relativement restreinte qui, sans le contrôle des électeurs qui se seraient désintéressés de la chose publique, se trouveraient libres de se détourner de l'intérêt général au profit de leurs intérêts particuliers. C'est là une thèse qui sera plus tard développée et élargie par les adeptes de la théorie du choix public, tels James Buchanan et Gordon Tullock, ainsi que par certains critiques néoconservateurs de la politique sociale américaine.

Pour moi, par contre, le danger est plus complexe. L'intuition de Tocqueville était partiellement correcte. Il a bien vu la division du travail politique qui s'instaure dans

toute république d'une certaine taille. Mais il s'égarait en pensant que le citoyen de base serait content de s'exclure de toute décision exigeant une connaissance ou une expérience plus larges que celles que puisse procurer une participation directe aux affaires locales. Le citoyen ordinaire a regimbé contre ce cantonnement dans le local. L'une des formes de cette réaction s'appelle le populisme. Ensuite, le populisme lui-même a suscité une sorte de contre-réaction sous la forme de la technocratie. Dans cette perspective, le populisme représente le refus du citoyen lambda de saisir ce que d'autres pourraient considérer comme la bonne occasion de se taire que présente toute question politique qui le dépasse, alors que la technocratie représente l'accaparement, par ceux qui prétendent savoir de quoi ils parlent, du droit exclusif de se prononcer sur tel ou tel sujet. Ni l'un ni l'autre de ces deux phénomènes ne présentent pas forcément un danger pour la démocratie, pas plus que le repli du citoyen sur la vie privée. Mais il est clair que chacun d'entre eux constitue éventuellement un nouveau péril, qui mérite à ce titre une analyse similaire à celle que Tocqueville nous a donnée de l'individualisme.

Le Populisme

Considérons, donc, ces deux réponses tour à tour. Le populisme, d'abord. Le phénomène n'est pas facile à cerner, parce qu'on tend à rattacher ce mot à diverses formes d'action politique. Dans l'histoire américaine, on a appliqué l'adjectif « populiste » à des mouvements aussi divers que les contestations du monde agricole contre la politique économique pro-industrielle de la fin du 19^e s. ou l'anti-communisme populaire des années 50, en passant par la prêche fascisante du Père Coughlin, ce prêtre catholique qui fut l'un des premiers à découvrir la puissance virtuelle de la radio comme instrument mobilisateur aux années 30. En France, certains historiens se sont servis de cette même étiquette pour décrire le mouvement poujadiste des années 50 ou, plus près de nous, le Front National. Pour l'un des historiens du populisme américain, Lawrence Goodwyn, le populisme n'est rien de moins qu'un « nouveau mode de comportement de masse » [Goodwyn, xix]. Pour Michael Kazin, un historien autrement

plus critique de cette façon de faire de la politique, le populisme serait « moins une idéologie qu'un instinct ... un langage qui présente les gens ordinaires comme une assemblée noble englobant toutes les classes de la société, mais qui exclut et prend pour cible une certaine élite intéressée et non-démocratique » [Kazin, 1, 3].

Je voudrais cependant proposer une autre interprétation du populisme, ce qui me permettra de le comparer à l'individualisme au sens toquevillien. Ainsi, nous avons vu que pour Tocqueville, l'individualisme relève d'une retraite *choisie* de la sphère publique. Certes, il procède d'un jugement *erroné*, mais toujours libre, sans contrainte. À ses yeux, l'individu à un moment donné *préfère* ne plus participer aux affaires politiques parce qu'il pense, à tort ou à raison, avoir mieux à faire dans la société civile. Il ne voit plus l'intérêt de sacrifier une partie de son temps à ses semblables. Sa décision de se retirer serait donc *volontaire*.

Pour moi, par contre, cette retraite des affaires publiques n'est pas toujours volontaire. C'est souvent un repli *forcé*. Supposons, par exemple, qu'un citoyen se trouve tout d'un coup affronté à une situation qu'il n'a nullement voulue. Disons, pour être plus concret, qu'une nouvelle majorité élue soit apparemment sourde à l'opinion populaire. Encore une fois, il peut très bien s'agir, comme pour Tocqueville, d'un jugement erroné. Mais aux yeux de notre populiste embryonnaire, il paraît que la ligne de partage entre le privé et le public ait été déplacée à son insu. Faute de relais dans le public, il se trouve désormais comme enfermé dans le privé, d'où il ne peut plus faire entendre sa voix. Loin de retrouver dans la sphère privée une compensation satisfaisante pour la perte de son influence publique, il se considère, en conséquence de son refoulement involontaire vers la société civile, comme injustement privé des moyens de se défendre. Sa réponse peut varier alors de la résignation découragée à la colère mobilisatrice. On peut dire à la rigueur que la résignation correspondrait, quoique imparfaitement, à l'idée toquevillienne d'une *opposition* entre, d'un côté, l'investissement dans le privé et, de l'autre côté, la participation au débat public. Mais la colère, au contraire, pousserait l'individu vers un engagement renforcé. C'est

justement à *cause de* son sentiment d'exclusion de la sphère publique qu'il va s'évertuer à se lier avec d'autres qui se retrouvent dans la même situation. L'association née de la rencontre de nombre d'hommes et de femmes réduits du statut de citoyen avec voix au chapitre à celui d'individus exclus de l'orthodoxie régnante, et par conséquent isolés et rendus impuissants, est donc, à mon sens, le germe de tout mouvement populiste.

La raison d'être du populisme est dès lors dans la volonté de se faire entendre sur la place publique, dont le populiste a le sentiment d'avoir été exclu. Ce refus de l'exclusion peut être un remède efficace à l'une des pathologies possibles de la démocratie : à savoir, l'appropriation du débat politique par ceux qui sont munis des moyens financiers, intellectuels, ou organisationnels suffisants pour dominer l'espace public. Dans cette perspective, on pourrait voir dans le populisme une sorte de contrepoids à certaines concentrations de pouvoir inquiétantes. Ce fut manifestement le cas dans l'affrontement qui opposait certains groupes dits populistes aux grandes puissances ferroviaires et financières qui dominaient le discours public aux États-Unis à la fin du 19^e s. Mais alors, où est le problème ? En quoi consiste le danger pour la démocratie si le populisme ne sert qu'à contrebalancer le pouvoir concentré en mobilisant ceux qui s'estiment rejetés de la place publique et réduits à leur impuissance d'individus ? Si l'individualisme affaiblit la démocratie en favorisant l'indifférence d'une partie de la population, ne peut-on dire que le populisme renforce cette même démocratie en ravivant une participation jusqu'alors amorphe ?

Or, le simple fait de participer au débat ne nous dit rien sur la qualité du jugement porté sur les affaires. Rappelons que pour Tocqueville la vertu principale de la participation était le fait d'apporter aux citoyens une connaissance *pratique* de l'art de gouverner. En découvrant par *l'expérience* la complexité des problèmes et la nécessité de trouver des compromis équitables entre intérêts opposés, on apprend à reconnaître les revendications légitimes d'autrui et en même temps à modérer ou ajuster les siennes. Mais le populiste a le sentiment d'avoir été exclu contre son gré ; il est donc motivé en partie par la colère. En s'associant à d'autres personnes qui partagent non seulement ses

idées mais aussi son amertume, il exaspère sa passion. Cela le pousse à considérer que son opinion doit prévaloir sur celle des autres. Il participe aux affaires publiques, certes, mais sans se soucier de ceux qui pensent autrement. Il s'éloigne donc de l'idée qu'en démocratie une certaine réciprocité est essentielle. Et sans réciprocité il n'y a pas de véritable démocratie, car l'égalité qui est le principe même de ce système de gouvernement implique que chacun doit tenir compte de l'opinion de ceux et de celles qui ne pensent pas comme lui.

Du coup, le désir de se venger se confond dans l'esprit du populiste avec l'idée de réparer l'injustice dont il se prétend la victime. Se croyant exclu de la société politique, il nourrira peut-être l'ambition d'exclure à son tour ceux qu'il tient pour responsables de sa mise à l'écart. Il verra un complot là où il n'y a en réalité qu'une convergence de vues hostiles aux siennes. Il imaginera certains traits de caractère maléfiques qui inspireraient ses prétendus ennemis à se liguer contre lui. C'est la racine de ce que l'historien américain Richard Hofstadter appelle « le style paranoïaque » dans la vie politique démocratique. Pire, le populiste se prendra, avec ses camarades qui pensent exactement comme lui, pour le seul représentant autorisé du « vrai » peuple. Il pourra ainsi se convaincre sans difficulté que l'immense majorité des citoyens *authentiques* sont de son côté. Le reste, classés du coup *citoyens inauthentiques* et donc relégués au-delà de la frontière du vrai peuple, ne seraient qu'une infime minorité d'ambitieux illégitimes, qui se seraient emparés du pouvoir par des moyens douteux. Souvent, d'ailleurs, cette délégitimation implicite du pouvoir en place va de pair avec une stigmatisation de type éthique, ethnique, raciale, ou religieuse : dès lors, on se met à penser que pour rentrer dans la bonne voie, il n'y a qu'à se débarrasser de ces corrompus, étrangers, immigrés, infidèles, ou que sais-je encore, qui auraient fait main basse sur le pouvoir.

Quand le jugement est à ce point déformé par la passion, il devient difficile de raisonner avec l'adversaire. Pour le populiste, la vérité de sa position va de soi. Il ne se croit pas obligé de la défendre par l'argument. Sa faiblesse devient sa force : le fait même d'être en dehors du pouvoir témoigne, à ses propres yeux, de sa pureté. Si le

pouvoir corrompt, le non-pouvoir purifie. Le populiste devient alors l'adversaire de tout compromis et le partisan du blocage, de l'obstruction, jusqu'au moment où la rectitude, qu'il est sûr de représenter, sera restaurée au pouvoir.

La Technocratie

Voilà donc pour ce qui est du populisme. Je me tourne maintenant vers la technocratie, le troisième volet de mon triptyque. De quoi s'agit-il ? Si l'individualisme correspond à une fuite dans le privé, et le populisme à une exclusion involontaire du public suivie d'un retour sur le mode émotionnel, voire paranoïaque, la technocratie, elle, représente une tentative de s'opposer au règne public de l'opinion en s'appuyant sur certaines techniques qui se donnent pour rationnelles. Pour le technocrate, ces techniques ne sont pas à la portée de tout le monde. Alors que Tocqueville, lui, croyait que tout citoyen pourrait éventuellement s'instruire dans l'art du gouvernement en y consacrant une partie de son temps, le technocrate insiste sur la technicité de cet art qui serait, pour partie du moins, une spécialité nécessitant un long apprentissage.

Pourquoi s'opposer au règne de l'opinion ? L'opinion, n'est-elle pas l'arbitre suprême en démocratie ? Sans doute, mais il se peut quand même que cet arbitre se trompe. C'est un vieux problème. Condorcet et Mme de Staël y ont réfléchi il y a deux siècles, et plus récemment Kenneth Arrow et Amartya Sen ont beaucoup développé ces premières intuitions dans leur théorie du choix social. L'électeur moyen peut être mal renseigné ou induit en erreur par la passion. Ou bien il peut se trouver dépassé par la nature même du problème à résoudre : un exemple serait la régulation du système financier. Ou encore – troisième cas de figure – il peut y avoir lieu de penser que la majorité se trompe systématiquement sur certaines questions, par exemple, le taux d'intérêt optimal : tout le monde souhaite avoir accès au crédit au plus bas prix, mais si on fixe le taux trop bas, on risque d'encourager l'inflation, la spéculation, etc. Dans ces conditions il peut donc paraître tout à fait logique de confier ce choix aux experts d'une banque centrale, par exemple.

Il ne faut pas confondre technocratie et bureaucratie, alors même que ces deux phénomènes sont liés. La bureaucratie a pour but surtout d'éliminer l'arbitraire du processus de décision, d'imposer un certain nombre de règles, et de surveiller les agents du gouvernement dans l'exercice de leurs fonctions. La technocratie, elle, cherche à mettre en œuvre ce qu'elle prétend savoir du monde. Par exemple, une banque centrale fonctionne sur un mode bureaucratique, mais ce qu'elle fait dépend de la théorie de l'économie qu'elle cherche à mettre en œuvre.

Mais ce qui m'intéresse plus particulièrement ici, c'est l'idée que la technocratie est aussi une forme d'individualisme, mais d'un individualisme qui ne se détourne pas de l'esprit public. Pour Tocqueville, on l'a vu, l'individualisme est la conséquence d'un jugement de la part d'un individu qu'il a davantage à gagner en termes de bonheur ou de tranquillité en se consacrant à la vie privée. On peut penser que ce jugement est parfois une réaction au spectacle souvent affligeant de la vie démocratique : le bruit, la fureur, l'appel incessant au plus petit dénominateur commun, l'incertitude radicale d'un système soumis aux aléas de l'opinion et des passions de tout le monde, les ignorants tout autant que les savants – tout cela peut pousser l'homme d'une certaine sensibilité à préférer la paix relative de son cabinet d'études à l'agitation de la place publique. Mais cet homme peut aussi réagir d'une manière très différente. Il peut penser que l'entropie même de la démocratie – c'est-à-dire, sa tendance à dégénérer dans le chaos, à corroder les fondements mêmes sur lesquels elle repose – l'appelle à se consacrer à la chose publique, mais sur le mode du technocrate, loin du tohu-bohu de la politique électorale. Une telle analyse de l'ascèse du technocrate montre que, même si sa satisfaction est de l'ordre du privé, sa motivation fondamentale est d'ordre public. C'est-à-dire que son intérêt bien entendu le pousse à mettre ses talents au service de l'intérêt général.

On peut dire alors que la sphère publique en démocratie admet plusieurs formes de participation. En fait, la participation telle que Tocqueville l'a imaginée est au fond désuète. Peu nombreux sont ceux qui ont aujourd'hui les moyens de gagner une

expérience directe de la gestion des affaires publiques par la participation aux affaires locales. Parmi les citoyens ordinaires, ceux qui ne font pas partie de la classe politique, tous, y compris les mieux informés, sont tributaires des médias. Ils n'ont qu'une connaissance indirecte de ce qui se passe dans les conseils de décision.

La vertu civique en république démocratique

Résumons, donc, ce que nous avons dit jusqu'ici. D'abord, l'évolution de la démocratie n'a pas donné raison au pessimisme de Tocqueville. Même si l'individualisme a pu conduire, pendant certaines périodes, à un abandon relatif de la sphère publique, le résultat ne fût pas ce despotisme doux qui fit l'objet de ses craintes. De fait, on peut voir dans chaque résurgence de la contestation populiste contre les prérogatives du pouvoir public un rappel à l'ordre démocratique : dans une démocratie, nul ne peut ignorer les désirs du peuple, ou même des minorités au sein du peuple.

Par contre, la complexité croissante des décisions gouvernementales exige la participation de nombreux experts de toutes sortes. L'utilisation par ces experts d'un jargon incompréhensible à la plupart des citoyens peut exacerber le sentiment de ces derniers de ne pas être écouté par les puissants – sentiment à la base de la réaction populiste. En même temps, la colère populiste, et la déraison qui le plus souvent l'accompagne, risquent de pousser les technocrates à éviter encore plus résolument tout dialogue avec ceux qu'ils aident à gouverner. De ce fait, la relation entre l'expert et l' élu devient souvent de plus en plus tendue, parce que l' élu veut réduire tout problème de gouvernement à des termes qu'il peut « vendre » aux électeurs, alors que la rigueur intellectuelle incite l'expert honnête à se montrer plus prudent. Au lieu d'un dialogue franc entre l'expert et l' élu, on assiste alors à la manipulation des uns par les autres. Au débat franc et ouvert dont dépend la santé de la démocratie se substitue alors une polémique incessante qui rend tout compromis presque impossible.

On pourrait appeler la configuration que je viens d'évoquer le nouvel individualisme. On y reconnaîtra l'individualisme colérique de l'électeur populiste qui

s'estime humilié par ceux d'en haut ; l'individualisme isolant du technocrate qui se retranche derrière son expertise ; et l'individualisme égoïste de l'élu, qui ne peut s'empêcher de confondre l'intérêt général avec son emprise personnelle sur le pouvoir. On a vu les effets dévastateurs de cette configuration dans la réforme récente de l'assurance maladie aux États-Unis. Au lieu d'un débat rationnel, où on aurait commencé par se mettre d'accord sur les problèmes à résoudre et procédé ensuite à considérer toute une série de réponses élaborées depuis des années sinon des décennies par des experts de tous bords, on a assisté, horrifié, à l'éruption de volcans de colère populaire et de démagogie politicienne. Ce qui menace la démocratie américaine n'est donc pas le repli du citoyen sur la sphère privée, mais, au contraire, l'impossibilité d'un débat rationnel face à un électorat enragé et mal informé des vrais enjeux. Le populisme et la technocratie forment donc un couple infernal : chacun de ces deux partenaires provoque la colère ou l'incompréhension de l'autre. S'installe ici un dialogue de sourds, ou, pire, une prise de bec, les algarades des uns répondant aux coups fourrés des autres. Le résultat n'est pas le despotisme doux qu'a pu craindre Tocqueville mais le blocage, l'immobilisme, l'inefficacité, et, bien sûr, la souffrance perpétuelle de ceux qui ne se trouvent ni parmi les têtes-brûlés ni parmi les experts imperturbables.

Est-ce donc une fatalité de la démocratie d'aboutir à une telle impasse, ou serait-il possible d'imaginer des moyens de favoriser le renouvellement du dialogue et la rationalité du débat ? « L'éducation » ne suffit pas comme réponse, parce que trop souvent l'éducation fait partie du problème. Ceux qui partagent l'éducation des technocrates partagent aussi leur perception des problèmes ; s'ils ne font pas forcément partie d'une même formation politique, ils appartiennent néanmoins au même univers de discours. Ils parlent la même langue ; ils se comprennent. Alors que le problème majeur de nos démocraties contemporaines, me semble-t-il, c'est l'abîme qui sépare ceux qui ne se comprennent plus parce qu'ils ne parlent plus la même langue. Et là – n'en déplaise à M. de Tocqueville – il me semble que notre difficulté relève non pas d'un excès d'individualisme mais plutôt d'une insuffisance de réciprocité : nous perdons peut-être la capacité de nous mettre à la place de l'autre. C'est peut-être une

conséquence des inégalités croissantes, que nous voyons dans la plupart de nos sociétés avancées depuis quelques décennies. Mais il ne s'agit pas seulement d'inégalité mais aussi d'une certaine incompréhension culturelle au sein de chaque nation. Nous n'allons plus aux mêmes écoles, nous ne faisons plus le même service militaire, nous ne lisons plus les mêmes journaux ou les mêmes livres, nous ne partageons plus les mêmes joies ou les mêmes peurs. Il faut apprendre à tout le monde, et non aux seuls experts, comment penser le social et comment apprécier le succès non plus en termes de bonheur individuel mais plutôt de bien-être général. Mais c'est là un vaste programme, et mon but était plutôt d'énoncer un problème que n'avait pas prévu Tocqueville que de tenter de la résoudre, et de toute façon me voici à la fin du temps qu'on a bien voulu m'allouer. Je vous remercie donc de votre attention.

[fin]